

LES BUREAUX DE SANTÉ.

Le docteur Rochard, de Paris, disait dans une de ses dernières conférences :
 “ La mort et la maladie coûtent à la France une somme qui dépasse la moitié de son budget. Si l'on pouvait diminuer d'un dixième cette mortalité on réaliserait une économie annuelle de cent soixante millions, ce qui constituerait un magnifique budget de la santé. Il est facile, ajoutait encore l'illustre médecin, il est facile cependant de diminuer la rançon que les nations paient chaque année à la maladie et à la mort. L'hygiène est en mesure de fournir tous les moyens nécessaires à cette fin. ”

Notre statistique vitale n'est pas encore assez complète pour que nous soyons en état de donner le montant du tribut que notre jeune pays paie chaque année à la maladie et à la mort. Chacun peut en faire un calcul approximatif, en observant le nombre de victimes que la maladie et la mort font tous les jours à nos côtés. On se convaincra aisément que la taxe du médecin et du fossoyeur est la plus lourde des taxes qui pèsent sur le pays. Cependant il doit être possible en Canada de diminuer cette dure et pénible rançon, et ici, comme en France, l'hygiène doit être en mesure de nous en fournir les moyens.

Il n'entre pas dans le cadre restreint d'un article de journal de traiter une question si vaste et si complexe. C'est le devoir de la science médicale, — elle a à son service des revues périodiques, dans lesquelles elle peut donner à ces questions tous les développements nécessaires pour les faire comprendre du public. Il lui incombe de ne rien négliger pour la diffusion des notions hygiéniques. Le pays n'a qu'à écouter et à mettre en pratique les bons conseils qu'il recevra de la science sur cette manière.

Il est mieux d'en faire l'aveu de suite : notre pays est bien arriéré sous ce rapport. On compte trop sur la salubrité de notre

climat, et on ne tient pas assez compte des causes qui peuvent l'altérer considérablement; le déplacement, la densité de la population des villes et la nature des industries qu'on y exploite. Il y a mille causes enfin qui peuvent modifier les conditions climatiques d'un pays. Nous avons trop négligé la question de l'hygiène. A vrai dire, cette question est tout à fait ignorée dans la plus grande partie du Canada, et la ville de Montréal est à peu près la seule municipalité qu'i s'en occupe sans passion. Le département sanitaire de la ville a été établi en 1868, et placé sous la direction du Docteur Larocque, qui est encore à la tête du *Bureau de santé*. — Malgré toute la perfection que pourrait avoir l'organisation du département sanitaire de Montréal; il ne sera d'aucune utilité, tant que les autres municipalités du Canada ne l'auront point pratiquement mise en opération. Il faut une organisation municipale qui doit se fondre dans l'organisation provinciale qui doit disparaître à son tour dans une organisation fédérale. Nous ne pourrons en arriver là que par une législation à l'effet de rendre la statistique vitale obligatoire. Si la profession médicale réussit à donner cette législation au pays, et à populariser les notions de l'hygiène, parmi les populations des villes et des campagnes, elle aura rendu un service incalculable au pays.

Quant à ce qui concerne la ville de Montréal, le Dr Larocque a réussi, avec beaucoup de persévérance dans son dur labeur, à établir un système complet de statistiques vitales. On n'a qu'à consulter ses rapports annuels sur l'état sanitaire de la ville et on pourra se convaincre que ces rapports sont complets, et qu'ils contiennent des statistiques aussi exactes qu'il est possible de les faire. M. le Dr Larocque s'est mis en rapport avec les bureaux de santé de Londres, de New-York et de